



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/44/598
2 octobre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

Quarante-quatrième session
Points 12, 36, 75, 82 et 111 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

QUESTION DE NAMIBIE

COOPERATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

CAMPAGNE INTERNATIONALE CONTRE LE TRAFIC DES DROGUES

Lettre datée du 2 octobre 1989, adressée au Secrétaire général par le
Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer, comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 12, 36, 75, 82 et 111 de l'ordre du jour, le texte de la présente lettre et des résolutions qui y sont jointes et que le Conseil interparlementaire a adoptées à sa 145e session, tenue à Londres du 4 au 9 septembre 1989.

(Signé) Crispin TICKELL

ANNEXE

Résolutions adoptées par le Conseil interparlementaire à sa
145e session

CONSTITUTION DE GROUPES PARLEMENTAIRES POUR LA PROMOTION ET LA
PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Résolution adoptée par 86 voix contre 6 et 21 abstentions
par le Conseil interparlementaire lors de sa 145e session
(Londres, 9 septembre 1989)

Le Conseil interparlementaire,

conscient du fait que les pays de la plupart des Groupes membres de l'Union interparlementaire se sont fermement engagés à respecter la Déclaration universelle des droits de l'homme,

1. invite tous les membres de Parlements représentés à l'Union à s'intéresser au problème des droits de l'homme et à constituer à cet effet des organes parlementaires chargés de la promotion et de la protection des droits de l'homme;
2. encourage la constitution au sein des parlements de groupements s'occupant des droits de l'homme, en tant qu'instruments utiles de protection des droits de l'homme. Ces groupements seraient principalement chargés d'oeuvrer en faveur de la libération des prisonniers d'opinion, de veiller à ce que les prisonniers politiques fassent l'objet de procès équitables et de plaider en faveur de l'élimination de la torture et des exécutions dans le monde;
3. souligne que les parlementaires, par un engagement plus résolu en faveur des droits de l'homme, peuvent exercer une pression sur les Gouvernements étrangers, en ce qui concerne les violations de ces droits, et également sur le Gouvernement de leur propre pays pour encourager, par une approche bilatérale, une action suivie et impartiale en faveur des victimes de ces violations.

L'UTILISATION DE L'ESPACE A DES FINS PACIFIQUES ET AU BENEFICE DE L'HUMANITE

(Résolution adoptée sans vote)

La 82e Conférence interparlementaire,

rappelant que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a été créé en application de la résolution 1472 (XIV) adoptée en 1959 par l'Assemblée générale des Nations Unies,

rappelant en outre que la résolution 1721 (XVI), de 1961, a réaffirmé que l'Organisation des Nations Unies devrait constituer le lieu privilégié de la coopération internationale en ce qui concerne l'utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique,

reconnaissant les progrès considérables accomplis depuis l'adoption en 1959 de la résolution 1472 de l'Assemblée générale, qui a donné naissance à cinq instruments juridiques internationaux :

- a) Le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (appelé Traité sur l'espace extra-atmosphérique),
- b) L'Accord de 1968 sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (appelé Accord d'assistance),
- c) La Convention de 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux (appelée Convention sur la responsabilité),
- d) La Convention de 1975 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (appelée Convention sur l'immatriculation),
- e) L'Accord de 1979 régissant les activités des Etats sur la Lune et les autres corps célestes (appelé Traité sur la Lune),

confirmant les Principes, du 3 décembre 1986, sur la télédétection,

considérant que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des Nations Unies a établi une série de recommandations sur les points suivants : échange de renseignements; encouragement des programmes internationaux, notamment dans le domaine des applications spatiales, y compris le Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales, entrepris en 1971; enseignement et formation, notamment en matière d'applications pratiques des techniques spatiales,

notant avec satisfaction les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées pour ordonner le développement des activités spatiales,

rappelant le Traité du 5 août 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, ainsi que les autres accords bilatéraux et internationaux sur le désarmement et la limitation des armements,

convaincue de l'importance que revêt l'exploration de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques pour le développement économique et social,

réaffirmant d'une part l'importance de la coopération internationale dans le renforcement de la primauté du droit, y compris des normes pertinentes du droit de l'espace et d'autre part le rôle important que remplissent ces normes dans la coopération internationale en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques,

notant les progrès accomplis dans la promotion de l'exploration de l'espace et des applications des techniques spatiales à des fins pacifiques, ainsi que dans divers projets nationaux et de coopération relatifs à l'espace, qui contribuent à la coopération internationale dans ce domaine;

consciente de l'utilité de l'application des techniques spatiales qui a contribué à une meilleure compréhension de l'environnement naturel à l'échelle mondiale, au recensement des ressources naturelles de tous les pays, à la connaissance des cycles de variation climatique dans le monde et à la gestion de l'environnement,

considérant que les techniques spatiales peuvent être un facteur efficace d'accélération du développement,

insistant sur la nécessité de faire bénéficier l'humanité tout entière, et en particulier les peuples des pays en développement, des techniques spatiales et de leurs applications,

reconnaissant que la prévention de la militarisation de l'espace revêt une très grande importance pour la paix et la sécurité internationales, et qu'il incombe à tous les Etats, surtout à ceux qui sont avancés dans le domaine spatial, de participer activement aux efforts visant à prévenir une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique,

rappelant les résolutions adoptées lors des 52e, 66e, 69e, 71e, 73e, 75e et 79e Conférences interparlementaires, qui portent sur l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques et au bénéfice de l'humanité,

1. réaffirme que l'espace est le patrimoine de l'humanité tout entière et qu'il doit demeurer ouvert à toutes les nations;
2. rappelle qu'il est dans l'intérêt de l'humanité tout entière d'assurer l'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques et invite les Etats à rechercher les moyens de progresser dans cette voie;
3. rappelle que la coopération dans le domaine spatial favorise la compréhension entre les peuples et les pays et contribue grandement au maintien de la paix dans le monde;

4. affirme qu'il est important de renforcer la coopération internationale en matière d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques et au bénéfice de l'humanité par une organisation concertée des activités régionales, bilatérales et multilatérales de coopération;
5. invite tous les Etats à soutenir les efforts déployés par la Conférence du désarmement des Nations Unies pour empêcher une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique;
6. invite en outre tous les Etats qui ne sont pas encore parties aux traités internationaux régissant les utilisations de l'espace extra-atmosphérique à les ratifier ou à y adhérer;
7. invite les Parlements à user de leur influence auprès de leurs Gouvernements pour que ceux-ci participent activement aux travaux du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique des Nations Unies, et veillent à ce qu'il s'acquitte des fonctions suivantes en prenant en considération les intérêts de tous les Etats :
 - a) poursuivre l'examen des questions relatives à l'application du principe selon lequel il est nécessaire d'explorer l'espace extra-atmosphérique au profit et dans l'intérêt de tous les pays, en prenant en considération les besoins des pays en développement;
 - b) poursuivre l'élaboration d'un projet de texte juridique sur les principes devant régir l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace extra-atmosphérique;
 - c) poursuivre les efforts visant à promouvoir les aspects juridiques du droit de l'espace par l'élaboration d'études et de normes additionnelles d'intérêt international en ce qui concerne, par exemple, la télédétection, la télédiffusion directe et les débris;
 - d) développer les applications des technologies spatiales comme moyens de résoudre les problèmes de l'environnement, notamment ceux des pays en développement;
8. considère que la participation des pays en développement à l'utilisation de l'espace doit être favorisée par des prestations de services, des actions de coopération et des mécanismes de coopération internationale;
9. invite tous les Etats avancés dans le domaine de la télédétection à recourir à cette technique pour protéger l'environnement naturel de la planète et pour préserver l'humanité des catastrophes naturelles;
10. invite en outre tous les Etats à appuyer les efforts déployés par les Nations Unies et d'autres organismes en vue d'exécuter des programmes d'éducation sur l'espace et de formation aux techniques spatiales, destinés aux spécialistes des pays en développement;

11. invite également les Etats à étudier, le cas échéant, la mise en place de procédures, de mécanismes et d'organes de coopération internationale, afin de contribuer au progrès des sciences et de la technologie spatiales, au renforcement de la sécurité et de la confiance internationales, au développement économique et social et à la prévention et au traitement des catastrophes et des risques majeurs;
12. prie l'Assemblée générale des Nations Unies à proclamer l'année 1992 "Année internationale de l'espace";
13. invite tous les Etats à appuyer les diverses activités prévues par les organisations nationales et internationales pour cette année.

**EQUILIBRE ENTRE POPULATION ET RESSOURCES ALIMENTAIRES ET RECHERCHE DE
SOLUTIONS RATIONNELLES ET EFFICACES AU PROBLEME DE L'ENDETTEMENT DES
PAYS DU TIERS-MONDE POUR QUE CHACUN DANS LE MONDE MANGE A SA FAIM**

(Résolution adoptée sans vote)

La 82e Conférence interparlementaire,

soulignant que le droit de manger à sa faim est un droit universel de l'homme et que, pour des millions de personnes dans le monde, il est synonyme de droit à la vie,

considérant que les conflits armés et l'inhumanité de l'homme envers l'homme menacent gravement la sécurité alimentaire de millions d'êtres humains,

profondément préoccupée par la grave et persistante détérioration de la situation alimentaire et agricole de nombreux pays en développement, et particulièrement de l'Afrique, où la production alimentaire est inférieure au taux de croissance démographique,

profondément préoccupée en outre par le fait que si la production vivrière s'accroît à un rythme plus rapide que la population, l'aide alimentaire, elle, n'a pas augmenté,

profondément préoccupée enfin par le fait que plus de 500 millions d'êtres humains dans le monde souffrent de la faim et de la malnutrition et que parmi eux se trouvent des enfants, des femmes enceintes, des femmes qui viennent d'accoucher et des personnes âgées, qui sont les catégories les plus vulnérables à cet égard,

constatant avec regret que le principal objectif de la Conférence mondiale de l'alimentation (1974), à savoir éliminer définitivement la faim dans le monde en une décennie, ne sera même pas réalisé d'ici la fin de ce siècle,

rappelant que l'imposition de mesures économiques de nature coercitive est contraire au droit international et viole la Charte des Nations Unies,

soulignant par conséquent que les problèmes alimentaires et agricoles doivent rester au centre des préoccupations mondiales,

soulignant en outre que la faim et la malnutrition dont souffrent un nombre croissant de personnes constituent les plus flagrantes manifestations de la position inférieure qu'occupent actuellement les pays en développement dans l'économie mondiale et des conditions défavorables existant dans les relations économiques internationales,

reconnaissant que l'agriculture est un secteur clé pour l'équilibre social, économique et financier des pays en développement et que l'auto-suffisance alimentaire et agricole constitue un objectif prioritaire pour la plupart de ces pays,

préoccupée par le fait que les économies des pays en développement pâtissent entre autres d'un environnement économique international défavorable, qui se caractérise par la détérioration des termes de l'échange, une hémorragie de capitaux de l'ensemble des pays en développement, un endettement croissant, la chute des prix de la plupart des produits de base et la montée du protectionnisme, qui entravent leur développement et leur croissance économiques,

soulignant que le problème de la dette extérieure des pays en développement menace de plus en plus la stabilité économique, sociale et politique de ces pays et que de plus, du fait de l'interdépendance croissante des économies de tous les pays du monde, ce problème aura également des répercussions néfastes à l'échelle mondiale,

reconnaissant la nécessité de parvenir à une véritable coopération et à des consultations internationales, principalement entre débiteurs et créanciers, afin d'apporter au problème de la dette extérieure des pays en développement une solution durable, équitable et acceptable pour tous,

constatant qu'une stratégie mondiale de nature à alléger la dette des pays en développement se fait depuis longtemps attendre,

reconnaissant que des pays créanciers ont déjà pris des mesures concrètes dans ce sens,

réaffirmant la responsabilité qu'ont toutes les parties concernées de régler la crise de la dette extérieure,

notant que la misère s'accompagne le plus souvent de graves menaces pour l'environnement, notamment de la dégradation des sols, de la désertification et du déboisement,

soulignant que la protection à long terme de l'environnement devrait faire partie intégrante de la planification du développement,

consciente que la population mondiale a atteint en 1988 5 milliards d'habitants, que, selon les prévisions, elle passera en l'an 2000 à 6,1 milliards, que la croissance démographique prévue se produira à 90 pour cent dans les pays en développement et que, toujours en l'an 2000, il y aura dans les pays en développement près de 1,6 milliard de femmes en âge de procréer,

notant que, selon les prévisions, la croissance démographique des années à venir engendrera des problèmes encore plus grands,

profondément préoccupée par le fait que la croissance démographique mondiale compromet l'approvisionnement et la sécurité alimentaires,

considérant que le rôle rempli par les femmes dans les domaines de la planification familiale, de la population, de l'agriculture et de l'environnement est souvent négligé dans les programmes d'aide au développement bien qu'elles assument 60 à 90 pour cent de la production agricole,

notant que les femmes remplissent un rôle de mère et d'épouse, et qu'elles prennent part à la production, et soulignant l'importance de leur participation, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la vie sociale, économique et politique,

notant également qu'approvisionner suffisamment en vivres la population mondiale et en particulier les peuples des pays défavorisés constitue un défi d'ordre intellectuel, moral et logistique pour tous les peuples et toutes les nations,

notant en outre avec inquiétude que la pêche à la traîne risque de compromettre gravement l'approvisionnement en ressources halieutiques et la capacité du Tiers-Monde de se procurer un complément alimentaire,

rappelant :

- a) les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur :
- les recommandations de la Conférence mondiale de la population (1974);
 - la Stratégie internationale du développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (35/56);
 - le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990;
 - le Programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des pays les moins avancés (35/205);
 - les problèmes agro-alimentaires (33/134, 41/191, 43/190, 43/191);
 - l'Acte final adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) lors de sa 7e session;
 - l'Acte faisant état de la position africaine vis-à-vis de la crise de la dette extérieure de l'Afrique;
 - le renforcement de la coopération internationale face aux problèmes de la dette extérieure (41/303, 43/198);
- b) la Charte des droits et devoirs économiques des Etats;
- c) les déclarations et les initiatives du Conseil mondial de l'alimentation en matière de lutte contre la faim dans le monde (Déclaration de Beijing - juin 1987, Initiative de Chypre - juin 1988, Déclaration du Caire - mai 1989);

rappelant en outre les termes de la résolution consacrée à la faim dans le monde, qui a été adoptée en 1982 à Rome par la 69e Conférence interparlementaire,

rappelant également les résolutions adoptées par :

- la 71e Conférence interparlementaire (Genève, 1984) sur les problèmes démographiques,
- les 73e et 74e Conférences interparlementaires (Lomé et Ottawa, 1985) sur le problème de la dette internationale,
- la 77e Conférence interparlementaire (Managua, 1987) sur l'instauration d'un commerce international équitable,

rappelant enfin les Conclusions et Recommandations de la Conférence interparlementaire sur le développement agricole et la sécurité alimentaire en Afrique (Harare, 1986),

reconnaissant les efforts déployés par les institutions et les organes des Nations Unies, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ainsi que par d'autres organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, en vue de résoudre les problèmes démographiques et alimentaires du monde,

Population

1. appuie le principe selon lequel la planification familiale est un droit fondamental de la personne humaine et que chacun devrait avoir accès à l'information et à l'éducation qui lui permettent de décider, sans intervention extérieure, du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances;
2. affirme le droit des Gouvernements de définir leur propre politique démographique qui ne doit en aucun cas empiéter sur le droit des familles de décider du nombre de leurs enfants;
3. invite tous les Gouvernements à assumer la responsabilité qui leur incombe d'offrir les possibilités d'éducation nécessaires pour assurer l'égalité sur les plans économique, social et politique ainsi que le respect des droits fondamentaux des femmes;
4. recommande de développer les réseaux de prestations de services afin que les 300 millions de femmes qui, selon l'enquête mondiale sur la fécondité, ne pratiquent pas la planification familiale, y aient accès;
5. invite tous les Gouvernements à attacher une importance primordiale aux activités sanitaires, et notamment aux mesures visant à réduire la mortalité infantile et maternelle, à améliorer les soins donnés aux enfants et à promouvoir l'espacement des naissances;
6. invite en outre tous les Gouvernements à intensifier les activités en matière de population dans le secteur de l'enseignement, notamment en dispensant dans les écoles un enseignement axé sur la vie de famille, et en menant à bien des programmes d'éducation destinés à favoriser le développement économique et social des populations, ainsi qu'à mettre en valeur la base de ressources humaines à l'échelon local;
7. déclare que l'instauration d'une paix propice au développement des membres de la communauté mondiale, la démilitarisation et l'humanisation continues des relations internationales, un désarmement progressif, le désamorçage et le règlement des conflits régionaux sont des préalables essentiels si l'on veut résoudre effectivement les problèmes mondiaux dans l'intérêt de toutes les nations en tenant dûment compte des besoins particuliers des pays en développement;

Alimentation

8. exhorte les Parlements et les Gouvernements de tous les pays à entreprendre des efforts concertés aux niveaux national et international, afin d'éliminer définitivement la faim dans le monde, et à considérer cet objectif comme l'une des tâches prioritaires de la communauté internationale;
9. souligne qu'aucune amélioration durable de la situation alimentaire mondiale ne se produira tant que les pays en développement n'auront pas augmenté leur production alimentaire et atteint l'autosuffisance;
10. souligne en outre que la responsabilité de résoudre le problème alimentaire des pays en développement incombe essentiellement et en premier lieu à ces pays eux-mêmes;
11. recommande aux pays créanciers d'accorder à de faibles taux d'intérêt l'aide à l'importation de produits alimentaires et les fonds destinés à consolider le secteur agricole, y compris l'infrastructure rurale et à aider ainsi les pays dont la production ne suit pas le rythme de la croissance démographique à se procurer des vivres et, dans le cadre de la planification à long terme, à exploiter les immenses réserves connues de terres potentiellement arables;
12. demande que s'instaurent à l'échelle internationale une coopération et un soutien durable et propre à garantir la sécurité alimentaire des pays en développement;
13. insiste en particulier sur le fait que des programmes d'ajustement structurels tendant à réduire les subventions destinées aux produits alimentaires et aux intrants, ainsi qu'à rogner les budgets de l'éducation et de la santé ne peuvent qu'accroître le sous-développement de ces pays et compromettre leur sécurité alimentaire;
14. accueille avec satisfaction les conclusions et recommandations de la 14e session ministérielle du Conseil alimentaire mondial, qui s'est tenue en mai 1988 à Nicosie, et en particulier l'initiative chypriote ainsi que la Déclaration de Beijing (1987) et la Déclaration du Caire (1989) affirmant que le monde dispose des moyens techniques de lutter contre la faim et engage tous les Gouvernements à contribuer à la réalisation intégrale de ces initiatives;
15. prend note avec satisfaction des activités et du rôle des Nations Unies, et en particulier de ceux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui visent à améliorer la situation alimentaire mondiale et à éliminer définitivement la faim et se déclare favorable au développement du système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO;

16. prie instamment les Gouvernements et les Parlements de constituer des stocks communs de vivres tels que ceux qu'ont constitués les pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (qui sont de l'ordre de 200.000 à 300.000 tonnes) et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (qui s'élèvent à 53.000 tonnes);

Dettes

17. déplore les mesures de nature coercitive souvent utilisées comme instrument de pression politique par certains pays avancés à l'encontre des pays du Tiers-Monde, et qui engendrent une crise économique dans les pays concernés;
18. demande que soit adopté le projet de décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, soutenu par le Groupe des 77, concernant l'institution d'un Comité consultatif sur la dette et le développement, et que ce comité mette au point des mécanismes ou des modalités permettant d'appliquer effectivement des programmes de réduction de la dette;
19. souligne le fait que l'amélioration de la situation économique mondiale, ainsi qu'une répartition plus équitable des revenus et de la richesse, constituent les conditions préalables à un règlement efficace des problèmes de la faim et de la malnutrition;
20. prie instamment les Parlements de soutenir activement les efforts déployés dans le cadre des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay pour réduire le soutien et la protection dont bénéficie l'agriculture, en particulier dans les pays développés;
21. souligne que la crise de la dette a des effets négatifs sur l'économie mondiale, en particulier sur les échanges internationaux, et que des mesures et une action concrètes de la part des débiteurs et des créanciers sont nécessaires pour alléger la charge de la dette des pays en développement et ouvrir des perspectives nouvelles pour une croissance et un développement économiques durables de tous les pays, et en particulier des pays en développement;
22. se déclare profondément préoccupée par l'accroissement de la dette extérieure des pays en développement, qui constitue une très grave entrave à la croissance et au développement économiques de ces pays;
23. reconnait qu'il est urgent de réduire les taux d'intérêt réels, de prolonger les délais de paiement et de grâce et de procéder à une consolidation afin d'alléger la charge de la dette des pays en développement, et souligne que la dette officielle des pays les moins avancés devrait être annulée ou partiellement convertie en dons;
24. insiste sur le fait qu'en aidant les pays en développement à appliquer des programmes d'ajustement, le Fonds monétaire international (FMI) ne devrait pas poser de conditions fondées sur des critères qui ne tiennent pas compte de la situation ni des objectifs économiques, politiques et sociaux particuliers de ces pays;

25. exhorte les Gouvernements des pays développés à exempter les pays en proie à la famine du remboursement de leur dette et à manifester une gratitude particulière aux pays qui ont réussi à honorer les engagements contractés au titre de leur dette extérieure;
26. souligne en outre la nécessité de mettre un terme à l'inquiétante montée du protectionnisme dans les pays développés, fait remarquer que la libéralisation des échanges telle qu'elle est envisagée dans la Déclaration ministérielle qui a précédé les négociations d'Uruguay relatives aux échanges multilatéraux devrait confirmer la validité du principe du traitement différencié plus favorable, non réciproque et non discriminatoire des pays en développement, et contribuer ainsi à la croissance économique nationale et au progrès social de ces pays, et confirme qu'il est nécessaire d'appliquer intégralement les dispositions de la Déclaration de Punta del Este portant sur les produits tropicaux;
27. demande l'abolition de la réglementation protectionniste des marchés des pays industrialisés afin d'offrir des possibilités réelles d'exportation aux pays du Tiers-Monde;
28. affirme que le protectionnisme sous toutes ses formes entrave la libéralisation des échanges mondiaux et prive les pays en développement de débouchés et, partant, de l'apport régulier de ressources dont ils ont besoin pour accélérer la modernisation de leur agriculture et accroître la production et la productivité alimentaires;
29. engage tous les débiteurs et tous les créanciers à continuer de chercher par le dialogue et sur la base du principe de la responsabilité partagée, à apporter au problème de l'endettement extérieur des pays en développement une solution équitable, durable et acceptée par tous;
30. prie instamment le Secrétaire général des Nations Unies d'encourager les membres de la communauté internationale à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour que soit convoquée, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une conférence internationale sur la dette extérieure, à laquelle participeraient pleinement et sur un pied d'égalité tous les Etats membres;
31. se félicite de l'évolution positive constatée dans la manière dont les pays créanciers traitent désormais le problème de la dette des pays en développement, notamment de la dernière initiative en date consistant à réduire la dette et le service de la dette;
32. recommande aux Parlements des pays représentés à l'Union interparlementaire d'inscrire la question de l'alimentation et le problème de la dette des pays en développement à l'ordre du jour de leurs sessions;

Ressources alimentaires et développement durable

33. affirme que la collectivité a la responsabilité de protéger l'environnement mondial et les ressources indispensables aux générations futures;
34. prie instamment les Parlements et les Gouvernements de se préoccuper des menaces écologiques qui pèsent sur la production vivrière de notre planète, notamment des déchets toxiques, de la dégradation et de l'érosion des sols, de la désertification, du déboisement et de l'appauvrissement de la couche d'ozone, et engage en particulier les pays industrialisés à réduire leur consommation de ressources naturelles conformément aux recommandations contenues dans le rapport Brundtland;
35. souligne que la production alimentaire devrait s'effectuer de manière à ne pas perturber l'équilibre écologique;

Suivi

36. recommande que les organes directeurs de l'Union interparlementaire envisagent la création au sein de l'Organisation, d'un organe ou d'un mécanisme permettant de poursuivre l'étude du point 4 de l'ordre du jour de la 82e Conférence interparlementaire, et que cet organe soit baptisé Groupe chargé de questions relatives à la population, à l'alimentation et au développement.

**APPUI DES PARLEMENTS AU PROCESSUS D'INDEPENDANCE DE LA NAMIBIE,
A LA TENUE D'ELECTIONS GENERALES LIBRES ET EQUITABLES, ET A
L'INSTAURATION D'UN NOUVEAU GOUVERNEMENT ISSU DE LA VOLONTE POPULAIRE**

(Résolution adoptée sans vote)

La 32e Conférence interparlementaire,

notant avec satisfaction que l'attention internationale se porte sur l'évolution politique de la Namibie dans le but de mettre fin à la colonisation et à l'occupation du territoire namibien,

rappelant la résolution 1514 (XV) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1960 et contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ses résolutions ES-8/2 du 14 septembre 1981 et 36/121 B du 10 décembre 1981, et la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité,

reconnaissant la nécessité d'assurer une représentation authentique du peuple namibien conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et soulignant qu'il convient, en raison du rôle prédominant que joue la SWAPO dans le processus d'indépendance, d'appuyer sans réserve cette organisation pour lui permettre de participer aux élections sur un pied d'égalité avec les autres partis,

prenant note des résolutions sur la décolonisation adoptées par l'Union interparlementaire, et notamment par la 81e Conférence interparlementaire, qui s'est tenue à Budapest,

gravement préoccupée par les manoeuvres auxquelles continue de recourir le régime raciste d'Afrique du Sud pour bloquer le processus d'indépendance,

préoccupée en outre par le harcèlement systématique, la torture et même les assassinats de partisans et de responsables non armés de la SWAPO par la Koevoet, unité tristement célèbre que l'Afrique du Sud a spécialement créée dans ce but et qui sévit toujours bien qu'elle eût dû être dissoute depuis longtemps,

considérant que l'inscription sur les listes électorales de milliers de gens qui ne sont pas citoyens namubiens est inadmissible et mérite la condamnation internationale parce qu'elle nuit à la tenue d'élections libres et équitables,

réaffirmant le principe de l'intégrité territoriale de la Namibie,

1. réaffirme le droit inaliénable du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance, et la légitimité de la lutte qu'il mène à ces fins, conformément à la Charte et aux résolutions pertinentes des Nations Unies, et réaffirme en outre que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie est bien l'Autorité administrante légale de ce Territoire jusqu'à son indépendance;

2. exprime son appui à la résolution 432 (1978) du Conseil de sécurité stipulant que l'intégrité territoriale et l'unité de la Namibie doivent être assurées par la réintégration de Walvis Bay dans son territoire et qu'en attendant la réalisation de cet objectif l'Afrique du Sud ne doit utiliser Walvis Bay d'aucune manière qui soit préjudiciable à l'indépendance de la Namibie ou à la stabilité de son économie;
3. invite l'Union interparlementaire à appuyer sans réserve toute initiative prise par la communauté internationale pour faire pression sur l'Afrique du Sud afin d'assurer la réintégration rapide dont il est question au paragraphe précédent;
4. déplore les activités économiques et les mesures qui ont pour but de saper la confiance des citoyens de Namibie en un futur gouvernement démocratique, issu de la volonté populaire et respectant les droits de l'homme;
5. demande la dissolution totale et définitive de la Koevoet et la relégation dans leur base des membres de cette unité tristement célèbre, ainsi que la cessation de toutes les activités répressives menées à l'encontre de la SWAPO et destinées à nuire à ce mouvement de libération lors des élections qui doivent être libres et équitables;
6. invite le Représentant spécial des Nations Unies en Namibie à faire en sorte que toutes les parties, en particulier l'Afrique du Sud, se conforment aux dispositions de la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies et à veiller au déploiement et à l'utilisation effectifs de la force du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (GANUPT) en Namibie;
7. prie instamment le Conseil de sécurité et tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies de faire davantage pression sur le régime sud-africain pour qu'il respecte ses engagements, s'abstienne de toute action de nature à accroître l'instabilité et l'insécurité des individus en Namibie, abroge les lois discriminatoires et libère tous les prisonniers politiques namubiens;
8. invite les Nations Unies à tout mettre en oeuvre pour faire cesser l'inscription d'étrangers sur les listes électorales, vérifier la nationalité et la citoyenneté de ceux qui sont déjà inscrits et veiller à ce que soient rapidement inscrits, avant le 15 septembre dernier délai, tous les réfugiés namubiens déplacés durant la lutte;
9. invite en outre les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), la Communauté européenne, le Commonwealth et toutes les organisations internationales compétentes à adopter d'urgence des mesures concertées pour fournir à la Namibie

nouvellement indépendante toute l'aide au développement dont elle a besoin pour sa reconstruction et pour acquérir son indépendance économique et financière à l'égard de l'Afrique du Sud;

10. félicite le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés des efforts louables qu'il a déployés en rapatriant les réfugiés et les exilés namibiens;
11. lance un appel à tous les Gouvernements pour qu'ils s'acquittent entièrement de leurs cotisations à l'ONU, afin de permettre à l'Organisation internationale de mener à bien sa mission, notamment en Namibie;
12. se félicite de la décision des organes directeurs de l'Union interparlementaire de constituer une mission d'observateurs chargée de vérifier la régularité des élections, la non-falsification des listes électorales et le libre accès de la population à toutes les sources d'information pour permettre le déroulement d'élections libres et démocratiques; et invite la mission à faire rapport au Conseil interparlementaire lors de sa prochaine session;
13. renouvelle son appel aux parlementaires du monde entier pour qu'ils assistent en grand nombre aux élections du mois de novembre en Namibie, afin de garantir que le processus électoral se déroule dans des conditions de justice et d'honnêteté;
14. demande que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Représentant des Nations Unies en Namibie et les autorités locales donnent à tous les parlementaires assistant au processus électoral en qualité d'observateurs les moyens d'entrer en Namibie et de circuler librement à l'intérieur du pays et leur fournissent des garanties à ce sujet;
15. demande que soit pleinement respectée l'égalité de droits de tous les partis politiques participant au processus électoral en Namibie.

APPUI DES PARLEMENTS AUX INSTITUTIONS CONSTITUTIONNELLES DE COLOMBIE
GRAVEMENT MENACEES PAR LA MAFIA DES TRAFIQUANTS DE DROGUE

(Déclaration adoptée sans vote)

Les événements qui ont eu lieu en Colombie ces dernières semaines, notamment les assassinats du magistrat Carlos Valencia, du colonel Valdemar Franklin Quintero et du sénateur et candidat à la présidence de la République Luis Carlos Galán sont la preuve manifeste de la situation critique que traverse ce pays en proie à la violence des mafias de la drogue. En effet, à travers une campagne criminelle d'assassinats, de violences physiques, de menaces et d'attentats à la bombe dans des lieux publics, les trafiquants de drogue ont ouvertement déclaré la guerre aux institutions constitutionnelles de Colombie et, en définitive, à la société colombienne qui confère à ces dernières leur légitimité.

Face à cette entreprise qui vise à saper les fondements mêmes de l'Etat de droit et du système de libertés et qui met en danger de mort personnalités politiques, juges, journalistes, fonctionnaires, officiers de police et, en définitive toute personne se risquant à contester le pouvoir des seigneurs de la drogue, le Gouvernement de M. Virgilio Barco a réagi avec vigueur et courage, gagnant de ce fait l'appui de la communauté internationale aux mesures adoptées pour débarrasser le pays des trafiquants de drogue.

L'Union interparlementaire, organisation mondiale qui rassemble les parlementaires soucieux d'assurer et de maintenir la pleine participation de leurs Etats au raffermissement et au développement des institutions représentatives, à la défense de la paix et à la promotion de la coopération internationale, ne peut rester muette ni insensible à l'appel angoissé lancé par les autorités colombiennes à la communauté internationale.

C'est pourquoi la 82e Conférence interparlementaire, qui célèbre actuellement à Londres le Centenaire de la fondation de l'Union interparlementaire et réaffirme en conséquence les principes qui guident cette organisation, déclare solennellement ce qui suit :

- elle condamne et déplore profondément les assassinats et la vague de violence qu'a déclenchée en Colombie la mafia de la drogue ces dernières semaines et qui menace de détruire la société civile et de mener le pays à la ruine;
- elle attire l'attention sur le caractère particulièrement odieux de l'assassinat du sénateur Luis Carlos Galán, perpétré sur la place publique, alors qu'il s'adressait à ses électeurs, dans le plus strict exercice de la démocratie;
- elle appuie sans réserve l'appel lancé par le Président Virgilio Barco et par les autorités colombiennes en faveur des institutions constitutionnelles colombiennes, de la légalité et du système de libertés;

- elle prie instamment les Parlements, organes des représentants du peuple, de faire entendre leur voix pour condamner la violence et défendre la démocratie et la liberté en Colombie et de presser leur Gouvernement d'adopter immédiatement des mesures tendant notamment à financer la reconversion de terres actuellement consacrées à la production de la drogue et leur permettant de collaborer efficacement avec le Gouvernement et le peuple colombiens et de manifester leur solidarité internationale.
